

HONGRIE

COVID 19 - Mesures économiques prises.

30 mars 2020 : 1er programme de sauvetage annoncé

Introduction des mesures suivantes :

- Baisse des cotisations
- Allègement pour les sociétés/entrepreneurs qui payent leur impôt selon le système KATA* (*Impôt simplifié)

Depuis 2007, un impôt minimum sur les sociétés est appliqué. L'objectif étant de permettre à l'administration fiscale de mieux contrôler les entreprises qui n'ont pas réalisé de profit (bénéfice supérieur à 2% du CA).

En 2012, deux nouveaux impôts ont été introduits : l'impôt sur les petits entrepreneurs contribuables (KATA) et l'impôt sur les petites entreprises (KIVA), en plus de l'impôt simplifié sur les entreprises individuelles (EVA).

L'impôt KATA, dont le montant est de 50 000 HUF (167 EUR) par mois, est applicable aux entrepreneurs individuels et aux petites entreprises dont le revenu annuel ne dépasse pas les 6 M HUF (21 482 EUR).

- Suspension du remboursement du prêt bancaire
- Prolongement du congé parental (GYES et GYED)
- Interdiction d'expulsion des citoyens de leur domicile

6 avril 2020 : 2ème programme de sauvetage

Restructuration du budget d'un montant de 1345 milliard HUF, provenant de :

- 50% du budget des partis politiques, c.à.d.1,2 milliard HUF
- Contribution des grandes chaînes de distribution via un impôt spécial dont le montant prévu est 36 milliard HUF
- Contribution des banques : 55 milliards HUF
- Prélèvement des impôts automobiles issu des gouvernements locaux : 34 milliard HUF

Ceci représentant 663 milliard HUF qui servirait comme fond de crise épidémique.

Cela signifie donc un plan de 2 000 milliards de HUF, soit environ 5,5 milliards €.

A cela s'ajoute notamment les fonds spéciaux UE + BCE que le ministre n'a pas mentionnés.

Nouveaux détails révélés sur ce programme de sauvetage :

- Secteurs Focus : tourisme, industrie de santé, agro-alimentaire, agriculture, construction, logistique, transport, industrie du film et créative
- Dans le cadre de la protection de l'emploi, l'État hongrois assumera 70% des coûts salariaux dans les entreprises qui perdent 15 à 50% de leur "charge de travail" en raison du COVID-19.

Ces demandes d'allègement devront être soumises aux administrations locales du district qui examineront les demandes.

- Série d'allègements administratifs.
- Budget 2020 devra être révisé de manière à créer une base stable pour les mesures de protection. C'est pourquoi l'objectif de déficit a été révisé à 2,7% du PIB contre 1,0%.
- Emplois supprimés dans certains secteurs complètement arrêtés.
- Viktor Orbán suggère également que le gouvernement est prêt à assumer une partie des coûts salariaux en cas de chômage partiel. Ce serait sous forme de subventions salariales.
- l'objectif étant de s'assurer que personne ne perde son emploi à cause de l'épidémie et ne soit obligé de vivre des allocations de chômage pendant plus de trois mois. Le gouvernement prendra de nouvelles décisions à cet égard si nécessaire. (L'indemnité est basée sur 60% du salaire moyen des 4 années précédentes du demandeur d'emploi pour les 90 premiers jours. Une indemnité est versée pour cinq jours de couverture, jusqu'à un maximum de 270 jours. L'indemnité de chômage minimale est égale à 60% du salaire mensuel minimum.)

Ces diverses étapes du plan de sauvetage consistent à réaffecter 18 à 20% du PIB, y compris les programmes lancés par la banque centrale (MNB). Il s'agit d'un paquet de 9,2 billions de HUF.

- Réintroduction de la pension du 13e mois sur une période de quatre ans (versements hebdomadaires à payer en février à partir de 2021)
- Redémarrage des secteurs prioritaires de l'économie nationale et des prêts aux entreprises garantis et sans intérêt à hauteur de 2 000 milliards HUF.
- Pour maintenir sa position de pays high-tech le gouvernement hongrois est prêt à donner des subventions salariales à hauteur de 40%
- Diminution des cotisations de la contribution sociale
- Prolongation du délai de la déclaration d'impôts jusqu'au 30 septembre
- Documents des congés de maladies peuvent être fournis électroniquement
- Pendant le congé sans solde, l'assurance des employés reste en vigueur et ne diminue pas
- Formation des programmeurs subventionnée à hauteur de 95% par l'état et plafonnée à 500 000 HUF (1350 Eur)
- Introduction d'un prêt sans intérêt pour les formations des adultes

Etant donné que plus de 200 000 personnes travaillent dans le secteur du tourisme en Hongrie, l'Etat prendra les mesures suivantes afin d'y alléger les problèmes :

- Annulation de l'impôt touristique jusqu'au 31 décembre
- Introduction de plans de crédits (600 milliard de HUF) pour aider les investissements dans la qualité des services

Les infirmières et les agents de la santé recevront une augmentation salariale de 20% en novembre 2020, et ce en plus d'une prime brute de 500 000 HUF pour tout le personnel de la santé au début de l'été (coût de 70 milliards HUF pour le budget). Viktor Orbán annonce également des ressources illimitées pour la protection de la santé (Environ 380 milliards de HUF ont été dépensés jusqu'à présent pour l'acquisition d'équipements sanitaires).

Suite à l'annonce du Président Orbán, **le gouverneur de la Banque Nationale de Hongrie, M. György Matolcsy a présenté un programme financier** complétant celui de ce dernier :

FGS redémarré

En ce qui concerne les décisions prises par le Conseil monétaire, Matolcsy a déclaré que la banque lancerait le programme de financement pour **la croissance Go! (FGS Go!)** le 20 avril 2020 :

- augmentant le montant de l'allocation actuelle de 1 000 milliards HUF. Y compris 500 milliards HUF non tirés dans le cadre de la correction FGS, la MNB mettra à disposition jusqu'à 1 500 milliards HUF de source de prêt bon marché et stable pour le secteur des PME dans le cadre du programme FGS Go !
- L'échéance maximale des prêts de refinancement sera fixée à 20 ans et le plafond est fixé à 10 milliards HUF. Les prêts peuvent être souscrits à toutes les fins déjà disponibles (développement, fonds de roulement, paiement du salaire).
- Le taux d'intérêt reste maximisé à 2,5% et la MNB fournit également une bonification de taux d'intérêt de 4,0%, ce qui crée un gain de 6,5% pour les banques. La banque centrale appelle également chacun à concourir pour de meilleures conditions de prêt. La bonification d'intérêt extraordinaire sera en vigueur jusqu'au 30 juin. De plus, le délai imparti aux banques pour prendre des décisions de crédit sera limité à deux semaines.

BGS "fixe"

La deuxième décision prise par le MPC a été de "fixer" le programme de financement obligatoire pour la croissance (BGS). La MNB n'augmentera pas le montant total disponible (450 milliards HUF) dans le cadre de son programme d'achat d'obligations de sociétés, mais les échéances des titres éligibles à l'achat dans le cadre du régime sont portées de 20 ans à 10 ans et le montant maximal d'exposition de la MNB à un groupe donné de sociétés est porté à HUF 50 milliards contre HUF 20 milliards.

Matolcsy a également noté que la banque verserait 250 milliards de HUF de dividendes dans les coffres de l'État suite au bénéfice de 137 milliards de HUF réalisé sur les réserves d'or.

Pas de réserve obligatoire

Le Conseil monétaire a réaffirmé sa décision de ramener à zéro le montant des réserves obligatoires pour les banques, libérant ainsi des liquidités de 250 milliards HUF.

La liquidité du système financier a été renforcée par 1 500 milliards de HUF, qui soutiendront principalement les émissions de titres publics.

Dans l'ensemble, le Conseil monétaire a accordé à l'économie 3 000 milliards de forints de nouveaux financements, soit 6% du PIB estimé de cette année.